

7/15/74



AMBASSADE DE PORTUGAL
PARIS

PARIS



Excelência,

A título de informação, junto tenho a honra de enviar a essa Secretaria de Estado o recorte do jornal "Le Monde", de 5 do corrente, que contém uma notícia da France Presse que relata as impressões colhidas na sede da extinta DGS.

Após uma descrição sumária das atribuições daquela Polícia, em que se sublinha o facto de nem mesmo as Forças armadas escaparem à sua vigilância, bem como do que foi dado observar aos jornalistas presentes, o autor do artigo põe em evidência que a DGS mantinha relações com várias Polícias estrangeiras. Assim, assinala haver-se-lhe deparado um envelope em que figurava, como remetente, "République Française - Ministère de l'Intérieur - Secretariat Général de la Police".

Mais adiante, refere-se à meticulosidade com que se procedia à classificação dos suspeitos, bem como à variedade e qualidade do material encontrado.

Entre outros "dossiers" observados, figura um respeitante à "ameaça de rapto de um membro da família do Embaixador de Portugal em Paris".

A notícia termina com a descrição de um instrumento de tortura, que teria sido oferecido por um chefe de polícia americano a um seu colega português ./.

A bem da Nação

A. Lourenço dos Reis

Ag. 20

La PIDE espionnait aussi les forces armées

Lisbonne (A.F.P.). — Même rapide et incomplète, une visite des locaux de la direction générale de la sûreté (D.G.S. ex-PIDE) à Lisbonne donne une idée de la perfection de l'impressionnant appareil de la politique du régime renversé par les militaires le 25 avril.

La PIDE constituait les dossiers politiques, coopérait avec toutes les polices du monde pour la drogue et les crimes de droit commun. Elle s'occupait aussi de la surveillance des forces armées, des rapports sur les mouvements nationalistes dans les colonies, sur l'attitude de la population, le contrôle des frontières, les dénonciations et la surveillance des colonies portugaises à l'étranger.

La junte de salut national a autorisé la visite du siège de la D.G.S. et de son école pratique huit jours après son occupation par les fusiliers-marins, le 26 avril. De nombreux dossiers ont été enlevés, de nombreux bureaux sont toujours fermés à clé et les instruments de torture, entre autres, ont été, dit-on, emportés comme souvenirs par les militaires.

Mais ce qui reste, jonchant les pièces aux portes éventrées par les crosses de fusils, éparés sur les bureaux ou dans les armoires, est malgré tout particulièrement édifiant. Dans le luxueux bureau du directeur général, on relève une pile impressionnante de dossiers de la police espagnole sur l'assassinat de l'amiral Carrero Blanco et les fiches sur les membres de l'ETA.

Le sol est jonché d'enveloppes vides de tous les pays : « République française, ministère de l'intérieur, secrétariat général de la police ». Inscrit à la main : « Photographies de documents saisis ». Parmi des milliers de

photos de suspects, un rapport manuscrit d'un employé d'une banque portugaise à Paris dénonçant des groupes de compatriotes et notamment des déserteurs.

Le matériel de transmission est ultra-moderne comme les systèmes de classements de fiches et de photos. Un luxe de détails qui fait dire à un officier de marine : « Le Portugal est un pays par ailleurs sous-développé mais nous pouvons tirer orgueil au moins de la sophistication et de l'efficacité de notre police secrète. »

Des salles de dossiers politiques ont été méticuleusement constituées sur des dizaines et des dizaines de milliers de Portugais, avec souvent simplement : « A nié avoir une activité politique quelconque ». Des villages entiers sont fichés. Et puis les dossiers plus importants, comme celui d'Alvaro Cunhal, le leader communiste dont l'album de photos depuis sa prime jeunesse est complet, les cartes saisies de membres des associations d'étudiants, avec photos, des groupements « subversifs », mais aussi les cartes établies pour les agents de la police chargés de noyauter ces organisations, les innombrables photos de réunions prises par les policiers de la D.G.S. se faisant passer pour photographes de presse. On classait jusqu'aux photos des graffiti sur les murs pour reconnaître un jour les écritures et confronter les suspects.

Il y a aussi les dossiers du F.B.I. (Sûreté fédérale américaine), transmis sur papier à lettre de l'ambassade des Etats-Unis à Madrid pour des recherches de gens soupçonnés.

Il y a encore les messages radio pour une réunion des chefs de police d'Afrique du Sud, priant le bureau de la D.G.S. de Lourenço-Marques de « demander aux amis de la R.A.S. (République d'Afrique du Sud) et de Rhodésie s'ils sont d'accord pour assister les 28 et 29 octobre à une réunion à Luanda ». Le général Van Den Bergh et le général Venter envoient leur accord.

L'efficacité de l'organisation, révélée par la perfection des dossiers, le matériel utilisé : microfilms pour les archives, photos, est attestée aussi par le service comptabilité. Des reçus, préparés à l'avance et datés du 30 avril, attendent des destinataires qui ne viendront jamais les chercher. Ils sont tous établis « pour services extraordinaires ». Il y en a peut-être mille. Sur chacun figure le nom d'un informateur qui devait venir toucher ses deniers, de 3 000 à 5 000 escudos, à la fin du mois. Le coup d'Etat est arrivé cinq jours trop tôt.

Le bordereau de dossiers constitués le 24 avril, veille du putsch, n'est pas terminé. Ce sont : « Dossier de la propagande subversive saisie chez les forces armées », « Menace d'enlèvement d'un membre de la famille de l'ambassadeur du Portugal à Paris », « Idem l'ambassadeur du Portugal à Buenos-Aires », « Enlèvement et assassinat d'un agent de la D.G.S. », « Sabotage à la base de Tancos », « Pères blancs du Mozambique », « Père missionnaire Antonio Fernando Henriques Da Silva », « Premier mai », « Ambassade du Portugal à Brasilia », « Manque de personnel », « Stupéfiants ».

La dactylo a été interrompue par le coup d'Etat. Elle enregistrait le vingt-troisième dossier.

Les militaires ne font voir aucune salle de torture, ni de salle d'écoute. Il ne reste dans le bureau du directeur qu'un « Pacifier » de luxe, cadeau d'un chef de police américain, à un collègue portugais. Il s'agit de ces matraques avec deux électrodes qui « pacifient » les manifestants en leur envoyant un courant électrique.

● L'ambassadeur de France à Lisbonne, M. Bernard-Durand, a rendu visite le 2 mai au secrétaire général du ministère des affaires étrangères portugais et lui a confirmé la position traditionnelle de la France qui reconnaît des Etats et non des gouvernements. En conséquence, a-t-il fait savoir, le changement de gouvernement au Portugal ne modifie en rien les relations entre les deux pays. — (A.F.P.)

819/330

8,1

7/5/74

PARIS

Excelência,

A título de informação, junto tenho a honra de enviar a essa Secretaria de Estado o recorte do jornal "Le Monde", de 5 do corrente, que contém uma notícia da France Presse que relata as impressões colhidas na sede da extinta DGS.

Após uma descrição sumária das atribuições daquela Polícia, em que se sublinha o facto de nem mesmo as Forças armadas escaparem à sua vigilância, bem como do que foi dado observar aos jornalistas presentes, o autor do artigo põe em evidência que a DGS mantinha relações com várias Polícias estrangeiras. Assim, assinala haver-se-lhe deparado um envelope em que figurava, como remetente, "République Française - Ministère de l'Intérieur - - Secretariat Général de la Police".

Mais adiante, refere-se à meticulosidade com que se procedia à classificação dos suspeitos, bem como à variedade e qualidade do material encontrado.

Entre outros "dossiers" observados, figura um respeitante à "ameaça de rapto de um membro da família do Embaixador de Portugal em Paris".

A notícia termina com a descrição de um instrumento de tortura, que teria sido oferecido por um chefe de polícia americano a um seu colega português ./.

A bem da Nação

A. Lencastre da Veiga